



# **Harmonisation de l'aide au recouvrement**

## **Questionnaire pour les autorités compétentes en matière d'aide au recouvrement**

Mesdames et Messieurs,

Le 20 mars 2015, les Chambres fédérales ont adopté une modification du code civil (Entretien de l'enfant ; FF 2015 2509). Le droit d'entretien de l'enfant a été ainsi renforcé.

Il ne suffit toutefois pas de reconnaître à l'enfant le droit à une contribution d'entretien. Il importe tout autant qu'il reçoive à temps et régulièrement les moyens d'assurer son entretien. Le but de l'aide au recouvrement est notamment d'assister la ou le bénéficiaire de la contribution d'entretien dans les démarches nécessaires pour encaisser cette contribution. En même temps, cela permet de garantir que ce soit la personne débitrice de la contribution d'entretien qui assume son obligation envers l'enfant et non la collectivité publique. Une réglementation de l'aide au recouvrement uniforme et efficace sur tout le territoire national est donc particulièrement importante.

Pour cette raison, avec la révision qui vient d'être adoptée, il a été accordé au Conseil fédéral la compétence de réglementer l'aide au recouvrement sur le plan fédéral aussi bien dans le droit du divorce que dans le droit des effets de la filiation (art. 131 al. 2 et 290 al. 2 nCC). Le Conseil fédéral a à son tour chargé l'Office fédéral de la justice d'élaborer une ordonnance à ce sujet.

Dans une première phase, nous souhaitons acquérir une vue d'ensemble de l'organisation de l'aide au recouvrement et des prestations actuellement fournies dans les différents cantons. A cette fin, nous vous prions de bien vouloir remplir ce questionnaire et de le retourner directement à la responsable du projet au sein de l'OFJ, Madame Debora Gianinazzi ([debora.gianinazzi@bj.admin.ch](mailto:debora.gianinazzi@bj.admin.ch); 058 46 247 83) jusqu'au **18 septembre 2015**. Madame Gianinazzi se tient volontiers à disposition en cas de question.

Vos réponses pourront apporter une contribution importante à l'élaboration de l'ordonnance sur l'aide au recouvrement. Pour cette raison, nous tenons à vous remercier d'ores et déjà vivement de votre précieuse collaboration.

Meilleures salutations.

**Office fédéral de la justice OFJ**  
Domaine de direction Droit privé

Michael Schöll  
Sous-directeur

**Données relatives à l'autorité d'aide au recouvrement et à la personne qui remplit le questionnaire**

Autorité d'aide au recouvrement:

Nom et prénom:

Adresse:

Canton:

Adresse e-mail:

# 1. Questions générales sur l'organisation de l'autorité désignée par le droit cantonal (Art. 131, al. 1 et 290 CC)

## 1.1 Bases légales

Veillez indiquer les bases légales cantonales déterminantes pour l'aide au recouvrement (Loi, Ordonnance, Règlement, Directives etc., éventuellement avec le lien internet et/ou le numéro correspondant du recueil officiel du droit cantonal).

## 1.2 Organisation

Dans votre canton l'aide au recouvrement est-elle organisée au niveau cantonal, régional ou communal ?

Combien d'autorités d'aide au recouvrement sont actives dans votre canton ?

Comment est organisée l'autorité d'aide au recouvrement ?

- En tant qu'autorité compétente exclusivement en matière d'aide au recouvrement
- En tant qu'autorité compétente en matière d'avance et d'aide au recouvrement des contributions d'entretien
- En tant qu'autorité compétente en matière d'avance et d'aide au recouvrement des contributions d'entretien ainsi qu'en matière d'aide sociale
- Autre forme d'organisation ?

Combien de personnes travaillent au sein de votre autorité d'aide au recouvrement ?

Est-ce qu'il vous arrive de collaborer avec des entreprises de recouvrement privées? Si oui: comment se déroule cette collaboration (p. ex. mandat de recouvrement avec procuration correspondante; cession de la créance à des fins d'encaissement)?

Si vous disposez de données statistiques pour les 5 dernières années :

- Combien de demandes d'aide au recouvrement ont elles été déposées (par année) ?

- Combien de cas se sont conclus avec succès (par année) ? (c'est à dire par des paiements de la personne débitrice de la contribution d'entretien)
- Combien de cas se sont terminés sans succès (par année) ? (par ex. procédure de poursuite qui se termine par un acte de défaut de bien, déménagement de la personne débitrice ou créancière de la contribution d'entretien)
- Combien de cas sont actuellement en cours auprès de votre autorité d'aide au recouvrement ?

### 1.3 Formation de base, formation continue et instruments de support

Veillez indiquer la formation de base des collaboratrices et des collaborateurs de votre autorité d'aide au recouvrement :  
(p.ex. 2 juristes, 2 assistant(e)s sociaux et 3 employé(e)s de commerce)

Pour l'exercice de votre activité, vous

- avez suivi une formation spécifique ? Quand et la quelle ?
- disposez d'un aide-mémoire ou de directives ?
- disposez d'autres possibilités ou d'autres moyens de support ? (p.ex. conseil juridique fourni par un autre office) ?

### 1.4 Autres remarques

Souhaitez-vous exposer d'autres aspects concernant l'organisation de l'aide au recouvrement dans votre canton ?

## 2. Aide au recouvrement : champ d'application personnel (Ayants droits)

### 2.1 Qui peut demander l'aide au recouvrement dans votre canton ?

- L'enfant mineur  
OUI  NON
- L'enfant majeur  
OUI  NON
- L'époux (p.ex. dans le cadre d'une procédure de mesures de protection de l'union conjugale ou de mesure provisoires dans la procédure de divorce)  
OUI  NON

- L'époux divorcé  
OUI  NON
- Autres membres de la famille (p.ex. en relation avec l'assistance alimentaire, art. 328 ss CC)  
OUI  NON

**2.2 Si vous disposez de données statistiques pour les 5 dernières années :**

- Combien de cas concernaient des enfants mineurs (par année) ?
- Combien de cas concernaient des enfants majeurs (par année) ?
- Combien de cas concernaient des époux (par année) ?
- Combien de cas concernaient des époux divorcés (par année) ?

**2.3 Est-ce que les ayants droit peuvent tous bénéficier des mêmes prestations d'aide au recouvrement ?**

(Une réponse générique suffit. Une réponse plus détaillée sera demandée lors de la réponse aux questions portant sur les prestations d'aide au recouvrement [5])

**2.4 Autres remarques**

Souhaitez-vous formuler d'autres remarques en relation avec les personnes ayant droit à l'aide au recouvrement ?

**3. Aide au recouvrement : champ d'application territorial (National/International)**

**3.1 Est-ce que, dans le cadre de l'aide au recouvrement nationale, il vous arrive de collaborer avec les autorités d'aide au recouvrement d'autres cantons ?**

Si oui : comment se déroule cette collaboration ? (p.ex. transmission de dossier en cas de déménagement des personnes concernées ; échange de renseignements etc.)

**3.2 Est-ce que vous fournissez des prestations d'aide au recouvrement seulement au niveau national ou également au niveau international ?**

**3.2.1 Si vous disposez de données statistiques sur l'aide au recouvrement internationale pour les 5 dernières années :**

- Quelle est la proportion des cas internationaux sur la totalité des cas d'aide au recouvrement (pourcentage par année) ?
- Combien de cas ont été transmis (par année) à l'autorité centrale en matière de recouvrement international d'aliments de l'Office fédéral de la justice (OFJ) en application d'un traité international (p.ex. Convention de New York) ?
- Combien de cas ont été traités (par année) par voie privée (p.ex. par le biais d'un avocat) ? (p.ex. lorsque la personne débitrice ne vit pas dans un Etat ayant souscrit un traité international)
- Combien de cas sont parvenus (par année) à votre autorité d'aide au recouvrement depuis l'étranger ? Combien par le biais de l'OFJ et combien par voie privée ?
- Combien de cas se sont conclus avec succès (par année), c'est à dire par des paiements de la personne débitrice de la contribution d'entretien,
  - de la Suisse vers l'étranger (combien par le biais de l'OFJ et combien par voie privée) ?
  - de l'étranger vers la Suisse (combien par le biais de l'OFJ et combien par voie privée) ?
- Combien de cas se sont terminés sans succès (par année), p.ex. procédure de poursuite qui se termine par un acte de défaut de bien, déménagement de la personne débitrice ou créancière de la contribution d'entretien,
  - de la Suisse vers l'étranger (combien par le biais de l'OFJ et combien par voie privée) ?
  - de l'étranger vers la Suisse (combien par le biais de l'OFJ et combien par voie privée) ?

**3.2.2 Seriez-vous favorable à un traitement centralisé au niveau fédéral des cas internationaux avec des Etats membres des Conventions internationales ?**

**3.3 Est-ce que les mêmes prestations sont fournies dans les cas internationaux et dans les cas nationaux ?**

(Une réponse générique suffit. Une réponse plus détaillée sera demandée lors de la réponse aux questions portant sur les prestations d'aide au recouvrement [5])

### 3.4 Autres remarques

Souhaitez-vous formuler d'autres remarques en relation avec l'aide au recouvrement national ou international (p.ex. sur les ressources ou la nécessité de connaissances spécifiques) ?

## 4. Aide au recouvrement : champ d'application temporel

### 4.1 A partir de quel moment est-il possible de demander l'aide au recouvrement dans votre canton ?

(p.ex. lorsque la contribution d'entretien n'est plus versée depuis 2 mois)

### 4.2 Est-ce que dans votre canton l'aide au recouvrement porte exclusivement sur les contributions d'entretien futures ou également sur les arriérés ?

Si l'aide au recouvrement couvre également les arriérés : pour quelle période ?  
(p.ex. les derniers 6 mois, 1 année, 3 ans)

### 4.3 Autres remarques

Souhaitez-vous formuler d'autres remarques sur ce point ?

## 5. Aide au recouvrement : champ d'application matériel (Prestations d'aide au recouvrement)

### 5.1 Catalogue des prestations d'aide au recouvrement

1. Aide-mémoire pour la ou le bénéficiaire de la contribution d'entretien  
OUI  NON
2. Aide-mémoire pour la personne débitrice de la contribution d'entretien  
OUI  NON
3. Entretien individuel avec la ou le bénéficiaire de la contribution d'entretien  
OUI  NON
4. Recherche de la personne débitrice de la contribution d'entretien, lorsque son lieu de résidence est inconnu  
OUI  NON

5. Lettre à la personne débitrice de la contribution d'entretien  
OUI  NON
6. Entretien individuel avec la personne débitrice de la contribution d'entretien  
OUI  NON
7. Financement d'une ou de plusieurs séances de médiation  
OUI  NON
8. Conseil et assistance lors de la rédaction d'une reconnaissance de dette ou d'une convention de paiement échelonné  
OUI  NON
9. Sommation à la personne débitrice de la contribution d'entretien  
OUI  NON
10. Mise à disposition de modèles (p.ex. pour une demande de mise en poursuite ou une dénonciation pénale)  
OUI  NON
11. Traduction de documents  
OUI  NON
12. Conseil et assistance à l'enfant majeur en formation  
OUI  NON
13. Requisition de poursuite
- a) Représentation lors de l'introduction de la réquisition de poursuite  
OUI  NON
- b) Conseil et assistance pour remplir le formulaire de réquisition de poursuite  
OUI  NON
14. Procédure de poursuite
- a) Représentation dans toutes les étapes de la procédure de poursuite (mainlevée de l'opposition, demande de continuation, demande de saisie de salaire etc.)  
OUI  NON
- b) Conseil et assistance dans toutes les étapes de la procédure de poursuite  
OUI  NON
15. Avis aux débiteurs (Art. 132, al. 1, 177 et 291 CC)
- a) Représentation de la ou du bénéficiaire de la contribution d'entretien dans la procédure d'avis aux débiteurs  
OUI  NON
- b) Conseil et assistance lors de la rédaction de la requête d'avis aux débiteurs  
OUI  NON
16. Sûretés (Art. 132, al. 2 et 292 CC)
- a) Représentation de la ou du bénéficiaire de la contribution d'entretien dans la procédure de constitution de sûretés  
OUI  NON
- b) Conseil et assistance lors de la préparation de l'action en constitution de sûretés  
OUI  NON
17. Séquestre (Art. 271, al. 2 LP)
- a) Représentation de la ou du bénéficiaire de la contribution d'entretien dans la procédure de séquestre  
OUI  NON
- b) Conseil et assistance lors de la préparation de la requête de séquestre  
OUI  NON
18. Plainte pénale pour violation de l'obligation d'entretien (Art. 217, al. 2 CP)  
OUI  NON
19. Autres prestations ?



**5.2 Toutes les personnes bénéficiaires de la contribution d'entretien ont-elles le droit aux mêmes prestations ?**

Parmi les prestations énumérées sous 5.1., lesquelles sont fournies :  
(p.ex. prestation n. 1, prestation n. 3, etc.)

- Lorsque la ou le bénéficiaire de la contribution d'entretien est un enfant mineur ?
- Lorsque la ou le bénéficiaire de la contribution d'entretien est un enfant majeur ?
- Lorsque la ou le bénéficiaire de la contribution d'entretien est un époux ?
- Lorsque la ou le bénéficiaire de la contribution d'entretien est un époux divorcé ?

**5.3 Existe-t-il une différence entre les prestations fournies dans le cadre de l'aide au recouvrement national et celui de de l'aide au recouvrement international ?**

**5.4 D'autres remarques**

Souhaitez-vous formuler d'autres remarques sur les prestations d'aide au recouvrement?

## **6. Aide au recouvrement : Frais**

**6.1 Qui supporte les frais de l'aide au recouvrement ?**

(La collectivité publique? La personne débitrice de la contribution d'entretien ?  
Eventuellement la ou le bénéficiaire de la contribution d'entretien ?)

**6.2 Est-ce que la réglementation des frais de l'aide au recouvrement peut varier selon le type de prestation ?**

(p.ex. pour les frais de poursuite, frais de traduction)

**6.3 Est-ce que la réglementation des frais de l'aide au recouvrement peut varier selon la personne bénéficiaire de la contribution d'entretien ?** C'est-à-dire à qui va-t-on demander le paiement de quels frais d'aide au recouvrement lorsque

- la ou le bénéficiaire de la contribution d'entretien est un enfant mineur ?
- lorsque la ou le bénéficiaire de la contribution d'entretien est un enfant majeur ?
- lorsque la ou le bénéficiaire de la contribution d'entretien est un époux ?
- lorsque la ou le bénéficiaire de la contribution d'entretien est un époux divorcé ?

#### **6.4 Autres Remarques**

Souhaitez-vous formuler d'autres remarques sur la question de la réglementation et de la répartition des frais de l'aide au recouvrement ?

## **7. Last but not least : La parole à l'autorité d'aide au recouvrement**

Quels sont vos attentes et/ou espoirs en relation avec l'ordonnance sur l'aide au recouvrement ?



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement EJPD  
**Bundesamt für Justiz BJ**  
Direktionsbereich Privatrecht

Département fédéral de justice et police DFJP  
**Office fédéral de la justice OFJ**  
Domaine de direction Droit privé

Dipartimento federale di giustizia e polizia DFGP  
**Ufficio federale di giustizia UFG**  
Ambito direzionale Diritto privato

## Anhang / Annexe / Allegato 2

### **Harmonisierung der Inkassohilfe**

Auswertung der Umfrage des BJ  
bei den Inkassohilfestellen

### **Harmonisation de l'aide au recouvrement**

Résultats de l'enquête de l'OFJ  
auprès des services d'aide au  
recouvrement

### **Armonizzazione dell'aiuto all'incasso**

Risultati dell'inchiesta svolta  
dall'UFG presso i servizi di aiuto  
all'incasso

### Liste der Teilnehmenden Liste des participants Lista dei partecipanti

Bern, Januar 2016 / Berne, janvier 2016 / Berna, gennaio 2016

Diese Zusammenstellung basiert auf der Umfrage, die das BJ in den Monaten Juli – Oktober 2015 bei den Inkassohilfestellen durchgeführt hat.  
Die Informationen werden in der Originalsprache angeführt. Insgesamt sind 148 Fragebogen aus 23 Kantonen eingegangen.

Cette compilation se base sur les résultats de l'enquête que l'OFJ a effectuée entre les mois de juillet et octobre 2015 auprès des services d'aide au  
recouvrement. Les informations sont présentées dans la langue originale. Au total, 148 questionnaires de 23 cantons ont été transmis.

La presente compilazione si basa sui risultati dell'inchiesta svolta dall'UFG presso i servizi di aiuto all'incasso da luglio a ottobre 2015. Le informazioni sono  
riportate nella lingua originale. In totale, sono pervenuti 148 questionari da 23 cantoni.

Liste der Teilnehmer / Liste des participants / Lista dei partecipanti

Kanton Canton Cantone	Eingereicht von Envoyé par Inviato da:	Zuständigkeit Compétence Competenza	Anzahl Inkassohilfestellen Nombre de services d'aide au recouvrement Numero di servizi di aiuto all'incasso
AG 1 AG 2	Kantonaler Sozialdienst Aargau und Frauenzentrale Aargau, Alimenteninkasso Aargau Alimenteninkasso Mittelland GmbH (AIM)	kommunal	Im Grundsatz 213.  Rund 100 Gemeinden haben die Inkassohilfe dem Alimenteninkasso Aargau übertragen. Weitere 27 Gemeinden haben das Alimenteninkasso der Alimenteninkasso Mittelland GmbH übertragen.
AI	Kanton Appenzell Innerrhoden, Gesundheits- und Sozialdepartement	kantonal	2
AR	Kanton Appenzell Ausserrhoden, Departement Inneres und Kultur	kommunal	7 (3 regionale Inkassohilfestellen für 16 Gemeinden; 4 kommunale Inkassohilfestellen)
BE	Kantonales Jugendamt Bern (KJA) - Aufsichtsbehörde  <u>Fragebogen eingereicht durch die folgenden Sozialdienste und Gemeinden:</u> <b>46</b> Aarberg, Belp, Berner Oberland (Frauenverband), Biel, Bolligen, Burgdorf, Bürgergemeinde Bern Courtelary (regional, 21 Gemeinden), Frauenzentrale Bern, Herzogenbuchsee, Ittigen, Jegenstorf, Köniz, Konolfingen, Langenthal, Langnau, Laupen, Lyss, Lyssach, Mühlethurnen, Münchenbuchsee, Münsingen, Muri, Oberhofen, Obersimmental-Saanen, Orpund, Pieterlen, Region Jungfrau, Region Niederbipp, Region Oberes Emmental, Rütligen-Alchenflüh, Saint-Imier, Service social régional de la Prévôté, Schüpfen, Schwarzenburg, Spiez, Stadt Bern, Thun, Trachselwald, Tramelan, Urtenen-Schönbühl, Wichtrach, Wohlen, Worb, Wynigen, Zollikofen	kommunal	105 (59 Sozialdienste, regionale Sozialdienste oder gemeinnützige Stellen und 46 Gemeinden)
BL	—		
BS	Amt für Sozialbeiträge, Alimentenhilfe	kantonal	1
FR	Service de l'action sociale (SaSoc)	cantonale	1
GE	Service cantonal d'avance et de recouvrement des pensions alimentaires (SCARPA)	cantonal	1
GL	Alimentenhilfe Kanton Glarus	kantonal	1

**Liste der Teilnehmer / Liste des participants / Lista dei partecipanti**

<b>Kanton Canton Cantone</b>	<b>Eingereicht von Envoyé par Inviato da:</b>	<b>Zuständigkeit Compétence Competenza</b>	<b>Anzahl Inkassohilfestellen Nombre de services d'aide au recouvrement Numero di servizi di aiuto all'incasso</b>
<b>GR</b>	_____		
<b>JU</b>	Bureau ARPA (Avance et Recouvrement des Pensions Alimentaires)	cantonale	1
<b>LU</b>	<u>Fragebogen eingereicht durch die folgenden Gemeinden und regionale Zusammenschlüsse:</u> <b>9</b> Emmen, Hitzkirch, Hochdorf, Horw, Rothenburg, Stadt Luzern, Sursee (regional, 10 Gemeinden), Wikon, Willisau	kommunal	Im Grundsatz 83  Jeder Gemeinde steht es aber frei, die Inkassohilfe an Dritte zu delegieren und es gibt vereinzelt regionale Zusammenschlüsse (s. Sursee).
<b>NE</b>	Office de recouvrement et d'avances des contributions d'entretien Neuchâtel (ORACE)	cantonale	1
<b>NW</b>	Alimentenhilfe Kanton Nidwalden	kantonal	1
<b>OW</b>	Kantonales Sozialamt Obwalden	kommunal	4 Im Kanton Obwalden sind die 7 Gemeinden für die Inkassohilfe zuständig: 4 Gemeinden haben sich aber zusammengeschlossen, 3 Gemeinden organisieren die Aufgabe selber.

Liste der Teilnehmer / Liste des participants / Lista dei partecipanti

Kanton Canton Cantone	Eingereicht von Envoyé par Inviato da:	Zuständigkeit Compétence Competenza	Anzahl Inkassohilfestellen Nombre de services d'aide au recouvrement Numero di servizi di aiuto all'incasso
<b>SG</b>	Fragebogen eingereicht durch die folgenden Gemeinden: <b>33</b> Amden, Au, Balgach, Benken, Berneck, Buchs, Bütschwil-Ganterschwil, Degersheim, Diepoldsau, Ebnet-Kappel, Eggersriet, Flums, Gaiserwald, Goldach, Grabs, Häggenschwil, Kaltbrunn, Kirchberg, Lichtensteig, Mels, Oberriet, Quarten, Rorschach, Sargans, Sennwald, St. Gallen (1) - Soziale Dienst der Stadt St. Gallen, St. Gallen (2) - Beratungsstelle für Familien der Stadt St. Gallen, St. Margrethen, Thal-Rheineck, Uznach, Walenstadt, Widnau, Wildhaus-Alt St. Johann	kommunal	Im Grundsatz 77  Die Inkassohilfestellen sind mehrheitlich den kommunalen Sozialämtern angegliedert, d. h.: Alimentenbevorschussungs-, Inkassohilfestelle sowie Sozialhilfebehörde.  Die Stadt St. Gallen sieht aber z.B eine Aufgabenteilung zwischen Soziale Dienste St. Gallen und der Beratungsstelle Familien St. Gallen vor: Für die Alimentenbevorschussung und Inkassohilfe sind die soziale Dienste zuständig; für die reine Inkassohilfe ist die Beratungsstelle Familien zuständig.
<b>SH</b>	Kantonales Sozialamt Schaffhausen, Rechtsdienst	kommunal	Im Grundsatz 26
<b>SO</b>	Oberamt Olten-Gösgen, Kt. Solothurn	kantonal	4 regionale Stellen
<b>SZ</b>	Kantonale Sozialhilfe Schwyz	kommunal	30
<b>TG</b>	Sozialamt des Kantons Thurgau - Aufsichtsbehörde  Fragebogen eingereicht durch die folgenden Gemeinden: <b>31</b> Amlikon-Bissegg, Amriswil, Arbon, Berg, Birwinken, Bischofszell, Bottighofen, Bürglen, Diessenhofen, Egnach, Eschlikon, Felben-Wellhausen, Frauenfeld, Hauptwil-Gottshaus, Horn, Kradolf-Schönenberg, Langrickenbach, Lommis, Münchwilen, Münsterlingen, Raperswilen, Roggwil, Romanshorn, Salenstein, Sirnach, Sommeri, Steckborn, Eschenz, Wagenhausen (drei Gemeinden zusammen), Stettfurt, Sulgen, Tägerwilen, Weinfelden	kommunal	80

Liste der Teilnehmer / Liste des participants / Lista dei partecipanti

Kanton Canton Cantone	Eingereicht von Envoyé par Inviato da:	Zuständigkeit Compétence Competenza	Anzahl Inkassohilfestellen Nombre de services d'aide au recouvrement Numero di servizi di aiuto all'incasso
TI	<p>Cantone Ticino, Ufficio del sostegno sociale e dell'inserimento</p> <p>Questionario inviato dalle seguenti ARP <span style="float: right;">7</span>                      Autorità regionale di Protezione 1 (ARP Chiasso)                      Autorità regionale di Protezione 2 (ARP Mendrisio)                      Autorità regionale di Protezione 4 (ARP Paradiso)                      Autorità regionale di Protezione 11 (ARP Losone)                      Autorità regionale di Protezione 12 (ARP Minusio)                      Autorità regionale di Protezione 13 (ARP Maggia)                      Autorità regionale di Protezione 16, 17, 18 (ARP Biasca)</p>	regionale / cantonale	<p>18 ARP + 1 Ufficio del sostegno sociale e dell'inserimento</p> <p>In Ticino il compito di aiutare l'avente diritto ad ottenere l'esecuzione del contributo di mantenimento è affidato alle 18 Autorità regionali di protezione del minore e dell'adulto (ARP).</p> <p>L'anticipo degli alimenti va invece richiesto all'Ufficio del sostegno sociale e dell'inserimento (USSI) del Cantone Ticino, che presta aiuto all'incasso per l'eccedenza non anticipata.</p>
UR	—		
VD	Bureau de recouvrement et d'avances sur pensions alimentaires (BRAPA)	cantonale	1
VS	Bureau de recouvrement et d'avances de pensions alimentaires (BRAPA)	cantonale	1
ZG	Kantonales Sozialamt Generationen und Gesellschaft Zug	kantonal	1
ZH	Kanton Zürich, Amt für Jugend und Berufsberatung	kantonal	<p>5 regionale Jugendhilfestellen + 1 Alimentenstelle der Stadt Zürich</p>



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement EJPD  
**Bundesamt für Justiz BJ**  
Direktionsbereich Privatrecht

Département fédéral de justice et police DFJP  
**Office fédéral de la justice OFJ**  
Domaine de direction Droit privé

Dipartimento federale di giustizia e polizia DFGP  
**Ufficio federale di giustizia UFG**  
Ambito direzionale Diritto privato

## Anhang / Annexe / Allegato 3

### **Harmonisierung der Inkassohilfe**

Auswertung der Umfrage des BJ  
bei den Inkassohilfestellen

### **Harmonisation de l'aide au recouvrement**

Résultats de l'enquête de l'OFJ  
auprès des services d'aide au  
recouvrement

### **Armonizzazione dell'aiuto all'incasso**

Risultati dell'inchiesta svolta  
dall'UFG presso i servizi di aiuto  
all'incasso

## **Organisation der Inkassohilfe in den Kantonen Organisation de l'aide au recouvrement dans les cantons Organizzazione dell'aiuto all'incasso nei cantoni**

Bern, Januar 2016 / Berne, janvier 2016 / Berna, gennaio 2016

Diese Zusammenstellung basiert auf der Umfrage, die das BJ in den Monaten Juli – Oktober 2015 bei den Inkassohilfestellen durchgeführt hat. Die Informationen werden in der Originalsprache angeführt. Für die Kantone (BL, GR, UR), die an der Umfrage nicht teilgenommen haben, wurden die Angaben den einschlägigen kantonalen Rechtsgrundlagen entnommen.

Cette récapitulation se base sur les résultats de l'enquête que l'OFJ a effectuée entre les mois de juillet à octobre 2015 auprès des services d'aide au recouvrement. Les informations sont présentées dans la langue originale. Pour les cantons qui n'ont pas participé à l'enquête (BL, GR, UR), les dispositions légales cantonales ont été consultées.

La presente compilazione si basa sui risultati dell'inchiesta svolta dall'UFG presso i servizi di aiuto all'incasso da luglio a ottobre 2015. Le informazioni sono riportate nella lingua originale. Per i cantoni che non hanno partecipato all'inchiesta (BL, GR, UR) ci si è riferiti alle disposizioni legali cantonali.



	Rechtsgrundlagen Bases légales Basi legali	Zuständigkeit Compétence Competenza	Anzahl Nombre Numero	Organisation der Inkassohilfestelle Organisation des services d'aide au recouvrement Organizzazione dei servizi di aiuto all'incasso
<b>AG</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• § 31 Sozialhilfe- und Präventionsgesetz (SPG; 851.200)</li> <li>• § 26 Sozialhilfe- und Präventionsverordnung (SPV; 851.211)</li> </ul>	Kommunal	Im Grundsatz 213	<p>Alimentenbevorschussungs- und Inkassohilfestelle oder Alimentenbevorschussungs-, Inkassohilfestelle sowie Sozialhilfebehörde</p> <p>Die Inkassohilfe liegt grundsätzlich in der Zuständigkeit der (213) Gemeinden. Gemäss § 31 Abs. 2 SPG kann aber die Gemeinde diese Aufgabe an eine geeignete Amtsstelle oder private Institutionen übertragen. Rund 100 Gemeinden haben die Inkassohilfe der Alimenteninkasso Aargau übertragen. Weitere 27 Gemeinden haben das Alimenteninkasso der Alimenteninkasso Mittelland GmbH übertragen.</p>
<b>AI</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Art. 1 und 24 Gesetz über die öffentliche Sozialhilfe (Sozialhilfegesetz, ShiG; GS 850.000)</li> <li>• Verordnung über die Inkassohilfe und Bevorschussung von Unterhaltsbeiträgen (IBV; GS 850.350)</li> </ul>	Kantonal	2	Alimentenbevorschussungs-, Inkassohilfestelle sowie Sozialhilfebehörde
<b>AR</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Art. 1 Gesetz über Inkassohilfe und Bevorschussung von Unterhaltsbeiträgen für Kinder (IBG; bGS 212.33)</li> </ul>	Kommunal	7 (3 regionale Inkassohilfestellen, für 16 Gemeinden, und 4 kommunale Inkassohilfestellen)	<p>Alimentenbevorschussungs- und Inkassohilfestelle</p> <p>Für die Inkassohilfe sind grundsätzlich die (20) Gemeinden zuständig. Die Gemeinden können das Inkasso gemeinsam durchführen oder es geeigneten privaten Stellen übertragen. (Art. 1 Abs. 2 IBG)</p>

	Rechtsgrundlagen Bases légales Basi legali	Zuständigkeit Compétence Competenza	Anzahl Nombre Numero	Organisation der Inkassohilfestelle Organisation des services d'aide au recouvrement Organizzazione dei servizi di aiuto all'incasso
BE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Art. 1-2a Gesetz über Inkassohilfe und Bevorschussung von Unterhaltsbeiträgen (BSG 213.22)</li> <li>• Art. 1-3 Verordnung über Inkassohilfe und Bevorschussung von Unterhaltsbeiträgen (IBV; BSG 213.221)</li> </ul>	Kommunal	105 (59 Sozialdienste, regionale Sozialdienste oder gemeinnützige Stellen und 46 Gemeinden)	<p>Alimentenbevorschussungs- und Inkassohilfestelle oder Alimentenbevorschussungs-, Inkassohilfestelle sowie Sozialhilfebehörde</p> <p>Für die Inkassohilfe sind im Kanton Bern seit dem 1. Januar 2013 grundsätzlich die (356) Gemeinden zuständig. Die Gemeinden können aber die Inkassohilfe einem regionalen Sozialdienst, einer anderen geeigneten Behörde oder einer gemeinnützigen Stelle übertragen. Die Übertragung bedarf der Genehmigung des kantonalen Jugendamtes (KJA) (art. 1 Abs. 2 und 1a Abs. 2 BSG, Art. 3 IBV).</p> <p>Dem KJA obliegt die Aufsicht über die Inkassohilfe und Alimentenbevorschussung, soweit nicht Organe des Lastenausgleichs nach Sozialhilfegesetzgebung zuständig sind. Es kann Weisungen erlassen (Art. 23 IBV)</p>
BL	<ul style="list-style-type: none"> <li>• § 22-25 Gesetz über die Sozial-, die Jugend- und die Behindertenhilfe (Sozialhilfegesetz, SHG; 850)</li> <li>• Verordnung über die Bevorschussung und die Vollstreckungshilfe für Unterhaltsbeiträge (BVV; 850.12)</li> </ul>	Kantonal	1	<p>Alimentenbevorschussungs- und Inkassohilfestelle</p> <p><b>Kantonales Sozialamt</b></p>
BS	<ul style="list-style-type: none"> <li>• § 47 Einführungsgesetz zum ZGB (EGzZGB; 211.100)</li> <li>• Art. 1-5 Alimentenbevorschussungsverordnung, (ABVV; 212.200)</li> <li>• Harmonisierungsgesetz Sozialleistungen (SoHaG; 890.700)</li> <li>• Verordnung über die Harmonisierung und Koordination von bedarfsabhängigen Sozialleistungen (SoHaV; 890.710)</li> </ul>	Kantonal	1	<p>Alimentenbevorschussungs- und Inkassohilfestelle</p> <p><b>Amt für Sozialbeiträge, Alimentenhilfe</b> (Teil der kantonalen Verwaltung. Departement für Wirtschaft, Soziales und Umwelt)</p>

	Rechtsgrundlagen Bases légales Basi legali	Zuständigkeit Compétence Competenza	Anzahl Nombre Numero	Organisation der Inkassohilfestelle Organisation des services d'aide au recouvrement Organizzazione dei servizi di aiuto all'incasso
FR	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêté du 14 décembre 1993 fixant les modalités du recouvrement des créances d'entretien et du versement d'avances pour l'entretien des enfants, des conjoints ou des ex-conjoints (RSF 212.0.22)</li> </ul>	Cantonale	1	<p>Autorité compétente en matière d'avance et d'aide au recouvrement des contributions d'entretien ainsi qu'en matière d'aide sociale</p> <p><b>SASoc</b> (Service de l'action sociale) SASoc est également compétent pour l'aide aux victimes LAVI, la coordination de l'asile dans le canton, la politique sociale et familiale.</p> <p>Collaboration avec des entreprises d'aide au recouvrement privées? OUI. Lorsque le dossier n'est plus actif et que le débiteur ne verse aucun montant pour le remboursement des arriérés, l'Etat de Fribourg conclut un contrat de mandat avec une société privée de recouvrement afin qu'elle encaisse les montants faisant l'objet d'un acte de défaut de biens ou d'une reconnaissance de dette établis au nom, respectivement en faveur de l'Etat de Fribourg. Avant de ce faire, l'accord de la créancière est préalablement requis pour son arriéré propre.</p>
GE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Loi sur l'avance et le recouvrement des pensions alimentaires (LARPA; E 1 25)</li> <li>• Règlement d'application de la loi sur l'avance et le recouvrement des pensions alimentaires (RARPA; E 1 25.01)</li> </ul>	Cantonale	1	<p>Autorité compétente en matière d'avance et d'aide au recouvrement</p> <p><b>SCARPA</b> (Service cantonal d'avance et de recouvrement des pensions alimentaires)</p> <p>Collaboration avec des entreprises d'aide au recouvrement privées? En principe, NON. Toutefois, il arrive régulièrement depuis le début 2015 que, lorsque le débiteur est domicilié en France et qu'il y possède des biens (compte bancaire, bien immobilier), le SCARPA mandate une Etude d'avocats française pour faire inscrire une hypothèque légale sur le bien immobilier appartenant au débiteur ou pour saisir ses comptes.</p>

	Rechtsgrundlagen Bases légales Basi legali	Zuständigkeit Compétence Competenza	Anzahl Nombre Numero	Organisation der Inkassohilfestelle Organisation des services d'aide au recouvrement Organizzazione dei servizi di aiuto all'incasso
<b>GL</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Art. 36 Gesetz über die öffentliche Sozialhilfe (GSVIII; E/21/3)</li> <li>• Verordnung über die Alimentenhilfe (ALVO; E/21/10; in Kraft seit dem 1. Januar 2016.</li> <li>• Verordnung über die Gebührenerhebung bei der Inkassohilfe und Bevorschussung von Unterhaltsbeiträgen (GSVIII; E/21/101)</li> </ul>	Kantonal	1	<p>Alimentenbevorschussungs- und Inkassohilfestelle</p> <p>Zusammenarbeit mit privaten Inkassounternehmen? NEIN</p>
<b>GR</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Art. 37 Einführungsgesetz zum ZGB (EGzZGB; BR 210.100)</li> </ul>	Kommunal	Im Grundsatz 114 (= Anzahl der Gemeinden)	<p>Alimentenbevorschussungs- und Inkassohilfestelle</p> <p>Gemäss Art. 37 EGzZGB ist die Wohnsitzgemeinde für die Bevorschussung und die Inkassohilfe von Unterhaltsbeiträgen zuständig. Die Frauenzentrale Graubünden hat sich bereit erklärt, gegen Entgelt diese Aufgaben für die Gemeinden zu übernehmen.</p>
<b>JU</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Loi sur l'aide au recouvrement, l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien (RSJU 851.1)</li> <li>• Ordonnance concernant l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien (RSJU 851.11)</li> <li>• Arrêté portant adaptation des limites de revenu et de fortune ainsi que du montant maximal des avances en matière d'avance et de versement provisionnel de contributions d'entretien (RSJU 851.111)</li> </ul>	Cantonale	1	<p>Autorité compétente en matière d'avance et d'aide au recouvrement + recouvrement des allocations familiales</p> <p><b>Bureau ARPA</b> (Avance et Recouvrement des Pensions Alimentaires) (Le bureau ARPA est rattaché au Service de l'action sociale)</p> <p>Collaboration avec des entreprises d'aide au recouvrement privées? NON</p>

	Rechtsgrundlagen Bases légales Basi legali	Zuständigkeit Compétence Competenza	Anzahl Nombre Numero	Organisation der Inkassohilfestelle Organisation des services d'aide au recouvrement Organizzazione dei servizi di aiuto all'incasso
LU	<ul style="list-style-type: none"> <li>• §44 – 53a Sozialhilfegesetz (SHG; SRL Nr. 892)</li> <li>• §23 – 32 Sozialhilfeverordnung (SHV; SRL Nr. 892a)</li> </ul>	Kommunal	Im Grundsatz 83	<p>Im Kanton Luzern sind die (83) Gemeinden für die Inkassohilfe zuständig. Die Inkassohilfestellen sind in der Regel den kommunalen Sozialämtern angegliedert, d. h.: Alimentenbevorschussungs-, Inkassohilfestelle sowie Sozialhilfebehörde.</p> <p>Jeder Gemeinde steht es aber frei, die Inkassohilfe an Dritte zu delegieren (s. Willisau) und es gibt vereinzelt regionale Zusammenschlüsse (s. Sursee).</p> <p>Hier werden nur einige Beispiele aufgeführt:</p> <p><b>Stadt Luzern</b> Alimentenbevorschussungs- und Inkassohilfestelle, in der Gesamtorganisation bei Soziale Dienste der Stadt Luzern Zusammenarbeit mit privaten Inkassounternehmen? Ja (einmaliger Auftrag: Inkassoauftrag mit Vollmacht)</p> <p><b>Sursee</b> "Regionale Alimentenhilfe Sursee" ist als Alimenten- und Inkassohilfestelle für die Region (10 Gemeinden) tätig und in der Stadt Sursee bei der Sozialbehörde angeschlossen.</p> <p><b>Wikon</b> Zusammenarbeit mit privaten Inkassounternehmen? Ja Entscheid der Bevorschussung und/oder Inkassohilfe trifft die zuständige Gemeinde. Ev. Inkassoauftrag der Gemeinde mit Vollmacht und Substitutionsvollmacht an die externe regionale Alimenteninkasso-Stelle MB, aber keine Abtretung der Forderung</p> <p><b>Willisau</b> Zusammenarbeit mit privaten Inkassounternehmen? Ja Alle Gesuche um Alimentenhilfe (Alimentenbevorschussung und/oder Inkassohilfe) werden auf dem Sozialamt eingereicht. Das Sozialamt prüft, ob all die notwendigen Unterlagen für Inkassohilfe vorliegen. Wenn ja, wird das Gesuch um Inkasso mit Vollmacht an externe regionale Alimenteninkasso-Stelle MB weitergeleitet (Inkassoauftrag mit Substitutionsvollmacht, keine Abtretung der Forderung).</p>

	<b>Rechtsgrundlagen Bases légales Basi legali</b>	<b>Zuständigkeit Compétence Competenza</b>	<b>Anzahl Nombre Numero</b>	<b>Organisation der Inkassohilfestelle Organisation des services d'aide au recouvrement Organizzazione dei servizi di aiuto all'incasso</b>
<b>NE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Loi sur le recouvrement et l'avance des contributions d'entretien (LRACE; 213.221)</li> <li>• Arrêté concernant le recouvrement et l'avance des contributions d'entretien (ARACE; 213.221.1)</li> </ul>	Cantonale	1	<p>Autorité compétente en matière d'avance et d'aide au recouvrement</p> <p><b>ORACE</b> (Office de recouvrement et d'avances des contributions d'entretien)</p> <p>Collaboration avec des entreprises d'aide au recouvrement privées? NON</p>
<b>NW</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Art. 31 und 50 Gesetz über die Sozialhilfe (Sozialhilfegesetz, SHG; NG 761.1)</li> <li>• §4 Abs. 2 Ziff. 7, § 10-12 Vollzugsverordnung zum Gesetz über die Sozialhilfe (Sozialhilfeverordnung, SHV; NG 761.11)</li> </ul>	Kantonal	1	<p>Die Alimentenhilfe (Bevorschussung und Inkasso) ist dem kantonalen Sozialamt bzw. dem kantonalen Sozialdienst angeschlossen und wird vom Kanton finanziert. Die Bevorschussung wird jedoch auf Grund der Berechnung und auf Antrag der kantonalen Stelle durch die Gemeinden ausgerichtet.</p> <p>Zusammenarbeit mit privaten Inkassounternehmen? NEIN</p>
<b>OW</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sozialhilfegesetz (GDB 870.1)</li> <li>• Verordnung über das Inkasso und die Bevorschussung von Unterhaltsbeiträgen (GDB 870.12)</li> </ul>	Kommunal	4	<p>Alimentenbevorschussungs-, Inkassohilfestelle sowie Sozialhilfebehörde</p> <p>Im Kanton Obwalden sind die (7) Gemeinden für die Inkassohilfe zuständig; 4 Gemeinden haben aber sich zusammengeschlossen, 3 Gemeinden organisieren die Aufgabe selber.</p> <p>Zusammenarbeit mit privaten Inkassounternehmen? NEIN</p>
<b>SG</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gesetz über Inkassohilfe und Vorschüsse für Unterhaltsbeiträge (GIVU, sGS 911.51)</li> <li>• Vollzugsverordnung zu Gesetz über Inkassohilfe und Vorschüsse für Unterhaltsbeiträge (VV zum GIVU, sGS 911.511)</li> </ul>	Kommunal	Im Grundsatz 77	<p>Im Kanton St. Gallen sind grundsätzlich die (77) Gemeinden für die Inkassohilfe zuständig.</p> <p>Die Inkassohilfestellen sind mehrheitlich den kommunalen Sozialämtern angegliedert, d. h.: Alimentenbevorschussungs-, Inkassohilfestelle sowie Sozialhilfebehörde.</p> <p>Die Stadt St. Gallen sieht aber z.B eine Aufgabenteilung zwischen Soziale Dienste St. Gallen und der Beratungsstelle Familien St. Gallen vor: Für die Alimentenbevorschussung und Inkassohilfe sind die soziale Dienste zuständig; für die reine Inkassohilfe ist die Beratungsstelle Familien zuständig.</p>

	<b>Rechtsgrundlagen Bases légales Basi legali</b>	<b>Zuständigkeit Compétence Competenza</b>	<b>Anzahl Nombre Numero</b>	<b>Organisation der Inkassohilfestelle Organisation des services d'aide au recouvrement Organizzazione dei servizi di aiuto all'incasso</b>
<b>SH</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Art. 39a und Art. 42 Gesetz über die Einführung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (EG ZGB; SHR 210.100)</li> <li>• Verordnung über die Inkassohilfe und Bevorschussung von Unterhaltsbeiträgen für Kinder (Alimentenbevorschussungsverordnung; SHR 211.222)</li> </ul>	Kommunal	Im Grundsatz 26	<p>Gemäss Art. 39a und 42 EG ZGB obliegt die Inkassohilfe den (26) Gemeinden. Der Gemeinderat kann diese Aufgabe einer anderen Stelle zuweisen oder einer privaten Inkassostelle übertragen.</p> <p>Im Prinzip sind die Inkassohilfestellen als Alimentenbevorschussungs- und Inkassohilfestelle sowie Sozialhilfebehörde organisiert. In kleineren Gemeinden besteht Personalunion. Es gibt im Kanton Schaffhausen auch zwei regionale Dienste (Zusammenschlüsse mehrerer Gemeinden zwecks Vereinfachung der Behördentätigkeit). Diese haben sich im Bereich Sozialhilfe, Alimentenbevorschussung und Inkassohilfe zusammengeschlossen, führen aber die Aufgaben jeweils im Namen der entsprechenden Gemeinde durch.</p> <p>Zusammenarbeit mit privaten Inkassounternehmen? NEIN</p>
<b>SO</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sozialgesetz (BGS 831.1)</li> <li>• § 79 Sozialverordnung (BGS 831.2)</li> </ul>	Kantonal	4 regionale Stellen: Region Solothurn (RS), Region Olten-Gösgen (OG), Region Dorneck-Thierstein (DT), Region Thal-Gäu (TG)	<p>Alimentenbevorschussungs- und Inkassohilfestelle</p> <p>Zusammenarbeit mit privaten Inkassounternehmen? NEIN</p>
<b>SZ</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gesetz über die Inkassohilfe und Bevorschussung von Unterhaltsbeiträgen für Kinder (SRSZ 380.200)</li> </ul>	Kommunal	30	<p>Im Kanton Schwyz sind die (30) Gemeinden für die Inkassohilfe zuständig (einzelne haben diese Tätigkeit aber via Leistungsvereinbarung delegiert).</p> <p>In der Regel handelt es sich um eine Alimentenbevorschussungs-, Inkassohilfestelle sowie Sozialhilfebehörde</p> <p>Zusammenarbeit mit privaten Inkassounternehmen? idR NEIN, aber punktuelle Zusammenarbeit mit externen Inkassounternehmen im Bereich der Bewirtschaftung der Verlustscheine</p>

	Rechtsgrundlagen Bases légales Basi legali	Zuständigkeit Compétence Competenza	Anzahl Nombre Numero	Organisation der Inkassohilfestelle Organisation des services d'aide au recouvrement Organizzazione dei servizi di aiuto all'incasso
<b>TG</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gesetz über die Inkassohilfe für familienrechtliche Unterhaltsbeiträge und die Bevorschussung von Kinderalimenten (RB 836.4)</li> <li>• Verordnung des Regierungsrates zum Gesetz über die Inkassohilfe für familienrechtliche Unterhaltsbeiträge und die Bevorschussung von Kinderalimenten (Alimentenhilfeverordnung, AliV, RB 836.41)</li> </ul>	Kommunal	80	<p>Im Kanton Thurgau sind die (80) Gemeinden für die Inkassohilfe zuständig.</p> <p>Einige kleinere Gemeinden haben es aber regional organisiert.</p> <p>In der Regel handelt es sich um eine Alimentenbevorschussungs-, Inkassohilfestelle sowie Sozialhilfebehörde. Es gibt aber Ausnahmen wie in Arbon oder Frauenfeld:</p> <p><b>Arbon</b> Alimentenbevorschussungs- und Inkassohilfestelle mit eigener Entscheidungskompetenz, Rekursinstanz ist Stadtrat</p> <p><b>Frauenfeld</b> Alimentenbevorschussungs- und Inkassohilfestelle (beim Amt für Soziale Dienste)</p>
<b>TI</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Art. 7 Regolamento della legge sull'organizzazione e la procedura in materia di protezione del minore e dell'adulto (ROPMA; 4.1.2.2.1)</li> <li>• Art. 27 Legge sull'assistenza sociale (6.4.11.1)</li> <li>• Art. 7 segg. Regolamento concernente l'anticipo e l'incasso degli alimenti per i figli minorenni (6.4.11.2)</li> </ul>	Regionale/ Cantonale	18+1	<p>In Ticino il compito di aiutare l'avente diritto ad ottenere l'esecuzione del contributo di mantenimento è affidato alle (18) Autorità regionali di protezione del minore e dell'adulto (ARP). L'aiuto all'incasso è comunque un'attività marginale delle ARP.</p> <p>L'anticipo degli alimenti va invece richiesto all'Ufficio del sostegno sociale e dell'inserimento (USSI) del Cantone Ticino, che presta aiuto all'incasso per l'eccedenza non anticipata. Questo Ufficio collabora anche con società d'incasso private, mediante contratto di prestazione. Sono attribuiti alla ditta d'incasso i dossier chiusi sul fronte dell'anticipo alimentare, con crediti di difficile realizzazione ancora da recuperare.</p>
<b>UR</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gesetz über die Bevorschussung von Unterhaltsbeiträgen (Alimentenbevorschussungsgesetz)</li> </ul>	Kommunal	Im Grundsatz 20 (= Anzahl der Gemeinden)	<p>Alimentenbevorschussungs- und Inkassohilfestelle</p> <p>Gemäss Art. 8 Alimentenbevorschussungsgesetz sind die Gemeinden für die Inkassohilfe zuständig. Der Gemeinderat bildet die Inkassohilfestelle für die Bevorschussung der Alimente.</p>



	Rechtsgrundlagen Bases légales Basi legali	Zuständigkeit Compétence Competenza	Anzahl Nombre Numero	Organisation der Inkassohilfestelle Organisation des services d'aide au recouvrement Organizzazione dei servizi di aiuto all'incasso
<b>VD</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Loi sur le recouvrement et les avances sur pensions alimentaires (LRAPA; 850.36)</li> <li>• Règlement d'application de la loi sur le recouvrement et les avances sur pensions alimentaires (RLRAPA; 850.36.1)</li> </ul>	Cantonale	1	<p>Autorité compétente en matière d'avance et d'aide au recouvrement des contributions d'entretien</p> <p><b>BRAPA</b> Bureau de recouvrement et d'avances sur pensions alimentaires</p> <p>Collaboration avec des entreprises de recouvrement privées? OUI avocats, agents d'affaires</p>
<b>VS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Loi sur le recouvrement des pensions alimentaires et le versement d'avances (RS 850.3)</li> <li>• Règlement d'application de la loi sur le recouvrement des pensions alimentaires et le versement d'avances (RS 850.301)</li> </ul>	Cantonale	1	<p>Autorité compétente en matière d'avance et d'aide au recouvrement des contributions d'entretien</p> <p><b>ORAPA</b> Office de recouvrement et d'avances des pensions alimentaires</p> <p>L'ORAPA est intégré à l'office cantonal de coordination des prestations sociales (OCPS). L'OCPS traite de l'aide sociale en tant qu'autorité de surveillance et de recours et de la LAVI, en plus des pensions alimentaires</p> <p>Collaboration avec des entreprises de recouvrement privées? NON</p>
<b>ZG</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gesetz über Inkassohilfe und Bevorschussung und Unterhaltsbeiträge (Nr. 213.711)</li> <li>• Verordnung zu diesem Gesetz vom 17.8.1993 und Zusatz vom 29.9.2000 (Nr. 213.712 und 213.712(1))</li> </ul>	Kantonal	1	<p>Alimentenbevorschussungs- und Inkassohilfestelle</p> <p>Im Kanton Zug hat der Kanton die Aufgaben der Inkassohilfe an die "Alimenten-Inkassostelle der Frauenzentrale des Kantons Zug" übertragen (§6 der Verordnung über Inkassohilfe und Bevorschussung von Unterhaltsbeiträgen). Die Frauenzentrale erhält die Aufträge von den Gemeinden.</p>

	<b>Rechtsgrundlagen Bases légales Basi legali</b>	<b>Zuständigkeit Compétence Competenza</b>	<b>Anzahl Nombre Numero</b>	<b>Organisation der Inkassohilfestelle Organisation des services d'aide au recouvrement Organizzazione dei servizi di aiuto all'incasso</b>
<b>ZH</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• § 57 Einführungsgesetz zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch (EG ZGB, LS 230)</li> <li>• Kinder- und Jugendhilfegesetz (KJHG, LS 852.1)</li> <li>• Verordnung über die Alimentenhilfe und die Kleinkinderbetreuungsbeiträge (AKV, LS 852.13)</li> </ul>	Kantonal	5+1 5 regionale Jugendhilfestellen + 1 Alimentenstelle der Stadt Zürich	<p>Im Kanton ZH wird die Inkassohilfe durch eine kantonale Amtsstelle geleistet (wobei die Dienstleistungen durch die in den Regionen angesiedelte 5 kantonale Jugendhilfestellen erbracht werden). Ausnahme: Die Stadt Zürich erbringt alle Leistungen der Jugendhilfe und damit auch die Inkassohilfe durch eine eigene kommunale Stelle. Diese Ausnahme ist im §8 KJHG ausdrücklich vorgesehen.</p> <p>Die Abteilungen "Alimente und KKBB" sind Teil des kant. Amtes für Jugend und Berufsberatung (AJB, gehört zur Bildungsdirektion des Kantons Zürich) und in den regionalen Jugendhilfezentren angesiedelt. Diese Abteilungen beschäftigen sich neben der Inkassohilfe auch mit dem Vollzug der Bevorschussung sowie der Anspruchsprüfung der Kleinkinderbetreuungsbeiträge, einer kant. Familienbeihilfe. Zentral besteht zudem die Fachstelle Alimente und KKBB zur Unterstützung der regionalen Stellen, insbes. Beratung in juristischen Fragen.</p> <p>In der Stadt Zürich ist die Alimentenhilfe ein Teil der Sozialen Dienste, eine Dienststelle des Sozialdepartements. Es handelt sich um eine eigenständige Alimentenbevorschussungs- und Inkassohilfestelle, die auch für die Bewilligung der Bevorschussung zuständig ist.</p>



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement EJPD  
**Bundesamt für Justiz BJ**  
Direktionsbereich Privatrecht

Département fédéral de justice et police DFJP  
**Office fédéral de la justice OFJ**  
Domaine de direction Droit privé

Dipartimento federale di giustizia e polizia DFGP  
**Ufficio federale di giustizia UFG**  
Ambito direzionale Diritto privato

## Anhang / Annexe / Allegato 4

### Harmonisierung der Inkassohilfe

Auswertung der Umfrage des BJ  
bei den Inkassohilfestellen

### Harmonisation de l'aide au recouvrement

Résultats de l'enquête de l'OFJ  
auprès des services d'aide au  
recouvrement

### Armonizzazione dell'aiuto all'incasso

Risultati dell'inchiesta svolta  
dall'UFG presso i servizi di aiuto  
all'incasso

## Katalog der Inkassohilfeleistungen Catalogue des prestations d'aide au recouvrement Catalogo delle prestazioni di aiuto all'incasso

Bern, Januar 2016 / Berne, janvier 2016 / Berna, gennaio 2016

Die Zusammenstellung basiert auf der Umfrage, die das BJ in den Monaten Juli – Oktober 2015 bei den Inkassohilfestellen durchgeführt hat. Die Informationen werden in der Originalsprache angeführt. Für die Kantone (BL, GR, UR), die an der Umfrage nicht teilgenommen haben, können keine Angaben gemacht werden. Für die Kantone BE, LU, SG und TG haben die Gemeinden und für den Kanton TI die regional zuständigen Behörden den Fragebogen ausgefüllt. Die Eintragungen für diese fünf Kantone geben an, wie die Mehrheit der Gemeinden oder Regionen geantwortet hat.

Cette compilation se base sur les résultats de l'enquête que l'OFJ a effectuée entre les mois de juillet et octobre 2015 auprès des services d'aide au recouvrement. Les informations sont présentées dans la langue originale. Il n'est pas possible de donner de renseignements sur les prestations fournies dans les cantons (BL, GR, UR) qui n'ont pas participé à l'enquête. Dans les cantons BE, LU, SG et TG le questionnaire a été rempli par les communes, dans le canton TI par les autorités régionales; les informations concernant ces cinq cantons se fondent sur la majorité des réponses.

La presente compilazione si basa sui risultati dell'inchiesta svolta dall'UFG presso i servizi di aiuto all'incasso da luglio a ottobre 2015. Le informazioni sono riportate nella lingua originale. Non è possibile dare informazioni (BL, GR, UR) sulle prestazioni fornite nei cantoni che non hanno partecipato all'inchiesta. Nei cantoni BE, LU, SG e TG il questionario è stato compilato dai comuni, nel cantone TI dalle autorità regionali; le informazioni concernenti questi cinque cantoni si basano sulla maggioranza delle risposte.

## Katalog der Inkassohilfeleistungen

1. **Merkblatt** für die unterhaltsberechtigte Person
2. **Merkblatt** für die unterhaltspflichtige Person
3. Persönliches **Gespräch** mit der unterhaltsberechtigten Person
4. **Lokalisierung** der unterhaltspflichtigen Person, wenn ihr Aufenthaltsort unbekannt ist
5. **Brief** an die unterhaltspflichtige Person
6. **Gespräch** mit der unterhaltspflichtigen Person
7. Finanzierung eines oder mehrerer **Mediationsversuchs/e**
8. Beratung und Unterstützung bei der Redaktion einer **Schuldenerklärung** bzw. einer **Ratenzahlungsvereinbarung**
9. **Mahnung** der unterhaltspflichtigen Person
10. Bereitstellen von **Musterschreiben** (z.B. für ein Rechtsöffnungsbegehren oder einen Strafantrag)
11. **Übersetzung** von Dokumenten
12. **Beratung** und Unterstützung **volljähriger Kinder in Ausbildung**
13. **Betreibungsbegehren**
  - a) Vertretung der unterhaltsberechtigten Person bei der **Einreichung** des Betreibungsbegehrens
  - b) Beratung und Unterstützung beim **Ausfüllen** des Betreibungsbegehrens
14. **Schuldbetreibungsverfahren**
  - a) **Vertretung der unterhaltsberechtigten Person** im gesamten Schuldbetreibungsverfahren (Rechtsöffnungsbegehren, Fortsetzungsbegehren, Lohnpfändung)
  - b) Beratung und Unterstützung im **gesamten Schuldbetreibungsverfahren**
15. **Schuldneranweisung** (Art. 132 Abs. 1, 177 und 291 ZGB)
  - a) Vertretung der unterhaltsberechtigten Person im **Schuldneranweisungsverfahren**
  - b) Beratung und Unterstützung bei der **Vorbereitung des Antrags** auf Schuldneranweisung
16. **Sicherstellung** (Art. 132 Abs. 2 und 292 ZGB)
  - a) Vertretung der unterhaltsberechtigten Person im **Sicherstellungsverfahren**
  - b) Beratung und Unterstützung bei der **Vorbereitung des Sicherstellungsverfahrens**
17. **Arrest** (Art. 271 Abs. 2 SchKG)
  - a) Vertretung der unterhaltsberechtigten Person im **Arrestverfahren**
  - b) Beratung und Unterstützung bei der **Vorbereitung des Arrestverfahrens**
18. **Strafanzeige** wegen Vernachlässigung von Unterhaltspflichten (Art. 217 Abs. 2 StGB)
19. Weitere Leistungen?

## Catalogue des prestations d'aide au recouvrement

1. **Aide-mémoire** pour la ou le bénéficiaire de la contribution d'entretien
2. **Aide-mémoire** pour la personne débitrice de la contribution d'entretien
3. **Entretien** individuel avec la ou le bénéficiaire de la contribution d'entretien
4. **Recherche** de la personne débitrice de la contribution d'entretien, lorsque son lieu de résidence est inconnu
5. **Lettre** à la personne débitrice de la contribution d'entretien
6. **Entretien** individuel avec la personne débitrice de la contribution d'entretien
7. Financement d'une ou de plusieurs séances de **médiation**
8. Conseil et assistance lors de la rédaction d'une **reconnaissance de dette** ou d'une **convention de paiement échelonné**
9. **Sommation** à la personne débitrice de la contribution d'entretien
10. Mise à disposition de **modèles** (p.ex. pour une demande de mise en poursuite ou une dénonciation pénale)
11. **Traduction** de documents
12. **Conseil et assistance à l'enfant majeur en formation**
13. **Réquisition de poursuite**
  - a) Représentation lors de **l'introduction** de la réquisition de poursuite
  - b) Conseil et assistance pour **remplir le formulaire** de réquisition de poursuite
14. **Procédure de poursuite**
  - a) **Représentation** dans toutes les étapes de la procédure de poursuite (mainlevée de l'opposition, demande de continuation, demande de saisie de salaire etc.)
  - b) Conseil et assistance **dans toutes les étapes de la procédure de poursuite**
15. **Avis aux débiteurs** (Art. 132, al. 1, 177 et 291 CC)
  - a) Représentation de la ou du bénéficiaire de la contribution d'entretien dans la **procédure d'avis aux débiteurs**
  - b) Conseil et assistance lors de la **rédaction de la requête** d'avis aux débiteurs
16. **Sûretés** (Art. 132, al. 2 et 292 CC)
  - a) Représentation de la ou du bénéficiaire de la contribution d'entretien dans la **procédure de constitution de sûretés**
  - b) Conseil et assistance lors de la **préparation de l'action en constitution de sûretés**
17. **Séquestre** (Art. 271, al. 2 LP)
  - a) Représentation de la ou du bénéficiaire de la contribution d'entretien dans la **procédure de séquestre**
  - b) Conseil et assistance lors de la **préparation de la requête de séquestre**
18. **Plainte pénale** pour violation de l'obligation d'entretien (Art. 217, al. 2 CP)
19. Autres prestations ?

## Catalogo delle delle prestazioni di aiuto all'incasso

1. **Nota informativa** per il beneficiario del contributo di mantenimento
2. **Nota informativa** per il debitore del contributo di mantenimento
3. **Colloquio** individuale con il beneficiario del contributo di mantenimento
4. **Ricerca** del debitore del contributo di mantenimento, quando il suo luogo di residenza è sconosciuto
5. **Lettera** al debitore del contributo di mantenimento
6. **Colloquio** individuale con il debitore del contributo di mantenimento
7. Finanziamento di uno o più incontri di **mediazione**
8. Consulenza e assistenza per la redazione di un **riconoscimento di debito** o di una **convenzione di pagamento rateale**
9. **Sollecito** di pagamento al debitore
10. Messa a disposizione di **modelli** (p.es. per una domanda di esecuzione o per una denuncia penale)
11. **Traduzione** di documenti
12. **Consulenza** e assistenza al **figlio maggiorenne in formazione**
13. **Domanda di esecuzione**
  - a) Rappresentanza del creditore al momento dell'**introduzione** della domanda di esecuzione
  - b) Consulenza e assistenza per **compilare** domanda di esecuzione
14. **Procedura esecutiva**
  - a) **Rappresentanza del creditore** in tutte le tappe della procedura esecutiva (rigetto dell'opposizione, domanda di proseguire l'esecuzione, pignoramento del salario, ecc.)
  - b) Consulenza e assistenza in **tutte le tappe della procedura esecutiva**
15. **Diffida ai debitori** (art. 132 cpv. 1, 177 e 291 CC)
  - a) Rappresentanza del beneficiario del contributo di mantenimento nel quadro della **procedura giudiziaria di diffida ai debitori**
  - b) Consulenza e assistenza per la **redazione della richiesta** di diffida ai debitori
16. **Garanzie** (art. 132 cpv. 2 e 292 CC)
  - a) Rappresentanza del beneficiario del contributo di mantenimento nella **procedura tendente alla prestazione di garanzie**
  - b) Consulenza e assistenza per la preparazione dell'**azione tendente alla prestazione di garanzie**
17. **Sequestro** (art. 271 cpv. 2 LEF)
  - a) Rappresentanza del beneficiario del contributo di mantenimento nella **procedura di sequestro**
  - b) Consulenza e assistenza per la **preparazione della domanda di sequestro**
18. **Denuncia penale** per trascuranza degli obblighi di mantenimento (art. 217 cpv. 2 CP)
19. Altre prestazioni?

	AG 1*	AG 2	AI	AR	BE	BL	BS	FR	GE	GL	GR	JU	LU	NE	NW	OW	SG	SH	SO	SZ	TG	TI	UR	VD	VS	ZG	ZH
<b>1 Merkblatt f. Berechtigte</b> <b>1 Aide-mémoire bénéficiaire</b> <b>1 Nota informativa beneficiario</b>	X	-	-	X	-		X	X	X	X		-	X	-	-	X	X	X	X	-	-	-		-	-	X	X <sup>1</sup>
<b>2 Merkblatt f. Pflichtige</b> <b>2 Aide-mémoire débiteur</b> <b>2 Nota informativa debitore</b>	-	-	-	-	-		-	-	X	-		-	-	-	-	X	-	X	-	-	-	-		-	-	X	-
<b>3 Gespräch mit unterhaltsberechtigter Person</b> <b>3 Entretien avec bénéficiaire</b> <b>3 Colloquio con beneficiario</b>	X	X	X	X	X		X <sup>2</sup>	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X
<b>4 Lokalisierung</b> <b>4 Recherche</b> <b>4 Ricerca</b>	X	X	X	X	X		X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	-		X	X	X	X
<b>5 Brief</b> <b>5 Lettre</b> <b>5 Lettera</b>	X	X	X	X	X		X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X
<b>6 Gespräch mit unterhaltspflichtiger Person</b> <b>6 Entretien avec débiteur</b> <b>6 Colloqui con debitore</b>	X	X	X	-	X		X <sup>3</sup>	X	X	X		-	X	X	X	X	X	X	- <sup>4</sup>	X	X	X		X	X	X	X
<b>7 Mediation</b> <b>7 Médiation</b> <b>7 Mediazione</b>	-	X	X	-	-		-	-	-	-		-	-	-	-	X	-	-	-	-	-	-		X	-	-	-

\* Rund 100 Gemeinden haben die Inkassohilfe dem Alimenteninkasso Aargau (AG 1) übertragen und weitere 27 Gemeinden haben damit die Alimenteninkasso Mittelland GmbH (AG 2) beauftragt, so dass diese zwei Firmen den Fragebogen ausgefüllt haben. Beide werden hier aufgeführt.

<sup>1</sup> Die Merkblätter sind mit weiteren Informationen im Internet aufgeschaltet ([www.alimente.zh.ch](http://www.alimente.zh.ch)).

<sup>2</sup> Nur auf Wunsch der unterhaltsberechtigten Person.

<sup>3</sup> Nur auf Wunsch der unterhaltspflichtigen Person.

<sup>4</sup> Nur in Ausnahmefällen werden mit den unterhaltspflichtigen Personen auch Gespräche geführt.

	AG 1*	AG 2	AI	AR	BE	BL	BS	FR	GE	GL	GR	JU	LU	NE	NW	OW	SG	SH	SO	SZ	TG	TI	UR	VD	VS	ZG	ZH
<b>8 Schuldanererkennung / Ratenzahlungsvereinbarung</b> <b>8 Reconnaissance de dette / convention de paiement</b> <b>8 Riconoscimento di debito / convenzione di pagamento rateale</b>	X	X	X	X	X		X	-	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X/-		X	X	X	X <sup>5</sup>
<b>9 Mahnung</b> <b>9 Sommation</b> <b>9 Sollecito</b>	X	X	X	X	X		X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	-		X	X	X	X <sup>6</sup>
<b>10 Musterschreiben</b> <b>10 Modèles</b> <b>10 Modelli</b>	X	-	X	-	X		-	-	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X/-		X	X	X	-
<b>11 Übersetzung</b> <b>11 Traduction</b> <b>11 Traduzione</b>	X	-	-	-	-		X	-	-	X		-	-	-	-	X	-	-	X	X	-	-		-	-	-	-
<b>12 Beratung volljähriger Kinder in Ausbildung</b> <b>12 Conseil à l'enfant majeur en formation</b> <b>12 Consulenza al figlio maggiorenne in formazione</b>	X	X	X/-	X	X		-	-	X	X		-	X	X	X	X	X	X	X	X	X	-		X	X	X	X <sup>7</sup>

<sup>5</sup> Schuldanererkennungen und Ratenzahlungsvereinbarungen werden direkt mit dem Schuldner durch die Sachbearbeiter/innen gemacht - es handelt sich also nicht nur um Beratung und Unterstützung.

<sup>6</sup> Auch bei volljährigen Jugendlichen in Ausbildung wird - sofern ein Unterhaltstitel vorliegt - das ganze Inkasso übernommen und erfolgt nicht nur eine Beratung und Unterstützung. Muss ein Rechtstitel beschafft werden, wird ein Merkblatt abgegeben und an die entsprechenden Beratungsstellen (kirchl. Beratungsstellen, Gerichte, Anwaltsverband etc.) verwiesen.

<sup>7</sup> Volljährige Kinder in Ausbildung werden mit einem Merkblatt auf die Möglichkeiten einer aussergerichtlichen Einigung, die Klagemöglichkeit sowie allfällige Beratungsstellen hingewiesen.



	AG 1*	AG 2	AI	AR	BE	BL	BS	FR	GE	GL	GR	JU	LU	NE	NW	OW	SG	SH	SO	SZ	TG	TI	UR	VD	VS	ZG	ZH
13a Einreichung Betreibungsbegehren 13a Introduction de la réquisition de poursuite 13a Introduzione della domanda di esecuzione	X	X	X	X	X		X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	-		X	X	X	X
13b Ausfüllen Betreibungsbegehren 13b Remplir la réquisition de poursuite 13b Compilare la domanda di esecuzione	X	X	X	-	X		-	-	X	X		-	-	X	X	X	X	X	X	X	X	X/-		X	-	X	-
14a Vertretung im Schuld- betreibungsverfahren 14a Représentation dans la procédure de poursuite 14a Rappresentanza nella procedura esecutiva	X	X	X	X	X		X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	-		X	X	X	X
14b Beratung im gesamten Schuldbetreibungs- verfahren 14b Conseil dans toute la procédure de poursuite 14b Consulenza nella procedura esecutiva	X	X	X	-	X		-	-	X	X		-	X	X	X	X	X	X	X	X	X	-		-	-	X	-
15a Vertretung im Schuldneran- weisungsverfahren 15a Représentation dans la pro- cédure d'avis aux débiteurs 15a Rappresentanza nella pro- cedura di diffida ai debitori	X	X	-	X	X		X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	-		X	X	X	X

	AG 1*	AG 2	AI	AR	BE	BL	BS	FR	GE	GL	GR	JU	LU	NE	NW	OW	SG	SH	SO	SZ	TG	TI	UR	VD	VS	ZG	ZH
<b>15b Vorbereitung Antrag auf Schuldneranweisung</b> <b>15b Rédaction de la requête d'avis aux débiteurs</b> <b>15b Redazione della richiesta di diffida ai debitori</b>	X	X	X	-	X		-	-	X	X		-	-	X	X	X	X	X	X	X	X	-		X	-	-	-
<b>16a Vertretung im Sicherstellungsverfahren</b> <b>16a Représentation dans la procédure de constitution de sûretés</b> <b>16a Rappresentanza nella procedura tendente alla prestazione di garanzie</b>	X	X	-	X	X		X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	-		X	X	X	X
<b>16b Vorbereitung Sicherstellungsverfahren</b> <b>16b Préparation de l'action en constitution de sûretés</b> <b>16b Preparazione dell'azione tendente alla prestazione di garanzie</b>	X	X	X	-	X		-	-	X	X		-	-	X	X	X	X	X	X	X	X	-		X	-	-	-
<b>17a Vertretung im Arrestverfahren</b> <b>17a Représentation da la procédure de séquestre</b> <b>17a Rappresentanza nella procedura di sequestro</b>	X	X	-	X	X		X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	-		X	X	X	X
<b>17b Vorbereitung Arrestverfahren</b> <b>17b Préparation de la requête de séquestre</b> <b>17b Preparazione della domanda di sequestro</b>	X	X	X	-	X		-	-	X	X		-	-	X	X	X	X	X	X	X	X	-		X	-	-	-

	AG 1*	AG 2	AI	AR	BE	BL	BS	FR	GE	GL	GR	JU	LU	NE	NW	OW	SG	SH	SO	SZ	TG	TI	UR	VD	VS	ZG	ZH
<b>18 Strafanzeige</b> <b>18 Pleinte pénale</b> <b>18 Denuncia penale</b>	X	X	X	X	X		X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	-		X	X	X	X
<b>19 Weitere Leistungen</b> <b>19 Autres prestations</b> <b>19 Altre prestazioni</b>	X <sup>8</sup>	X <sup>9</sup>	-	-	-		-	-	X <sup>10</sup>	-		-	-	X <sup>11</sup>	X <sup>12</sup>	-	-	-	X	-	-	-		-	-	-	X <sup>13</sup>
<b>20 Weitere Anmerkungen</b> <b>20 Autres remarques</b> <b>20 Altre osservazioni</b>	14											15		16							17		18			19	

<sup>8</sup> AG 1 bietet ausserdem folgende Leistungen: Indexberechnung; Rückstandsberechnungen; Beratungen der Unterhaltsberechtigten zu den von Behörden verfassten Entschiede/Verfügungen; Beratungen der Gemeinden

<sup>9</sup> AG 2: Beraten und Unterstützung bei der Ausarbeitung von Rechtstiteln. Begleiten zum Friedensrichter (Klage auf Unterhaltsleistung bzw. Abänderungen).

<sup>10</sup> GE: Plaine pénale pour détournement de valeurs patrimoniales mises sous-main de justice (art. 169 CPS); Plaine pénale pour escroquerie (art. 146 CPS); Plaine pénale pour banqueroute frauduleuse et fraude dans la saisie (art. 163 CPS); Application de l'article 111 LP.

<sup>11</sup> NE: Assistance et représentation en justice des créanciers alimentaires (quels qu'ils soient) dans toutes les procédures liées au recouvrement. Orientation, appui et conseils aux jeunes majeurs en formation qui souhaitent obtenir la fixation d'une pension en leur faveur (mise à disposition de modèles de convention, éventuels entretiens avec le débiteur, etc.).

<sup>12</sup> NW: Lohnzession

<sup>13</sup> ZH: Zu den Leistungen gehören auch die Hilfe bei einem einvernehmlichen Inkasso und die Entgegennahme von Zahlungen des Unterhaltsverpflichteten.

<sup>14</sup> AG1: Die fachkompetente Beratung und Unterstützung im Konfliktfalle ist wichtig. Die gute und offene Information an Berechtigte und Verpflichtete (vor allem zu Beginn der Mandatsführung) hilft, aufwendige Inkassomassnahmen auf ein Minimum zu reduzieren und fördert oft die Kommunikation innerhalb der betroffenen Familie.

<sup>15</sup> JU: les procédures mises en place sont principalement les poursuites ainsi que le dépôt de plainte pénale. Très peu d'avis au débiteur et quasiment aucune mesure de sûreté et de séquestre.

<sup>16</sup> NE: Les prestations fournies (conseils, mise à disposition de modèles, rédaction et suivi de toutes les procédures, représentation en justice, nombreux entretiens tant avec le créancier qu'avec le débiteur, etc.) vont au-delà de l'aide au recouvrement au sens strict. L'office agit comme un véritable mandataire du créancier.

<sup>17</sup> SZ: Eine versierte und wirkungsvolle Inkassohilfeleistung verhindert in vielen Fällen den Gang zum Sozialamt. Somit kann die wirtschaftliche Unabhängigkeit gewahrt werden und Ausgaben in der Sozialhilfe vermieden werden.

<sup>18</sup> TI: In caso di misure di protezione adottate sia nei confronti di un minore o di un adulto che dovrebbero beneficiare di contributi di mantenimento, la rappresentanza è garantita dal relativo curatore in carica (ex. art. 308, 325 e 327 CC per i minori, ex art 394, 395, 396 e 398 CC per adulti) o dalla ARP.

<sup>19</sup> VS: "non" à la lettre b des points 13 à 17 (5.1), car soit la personne agit par elle-même et ne reçoit donc ni conseil ni assistance, soit elle mandate l'Office d'aide au recouvrement, qui agit pour elle.

Ordonnance sur l'aide au recouvrement (OAiR) du ....

**Annonce à l'institution de prévoyance et/ou de libre passage**  
**(Art. 40, al. 1, LPP, art. 24<sup>bis</sup>, al. 1, LFLP, art. 13, al. 1, OAiR)**

Lorsque la personne débitrice de l'entretien est en retard d'au moins quatre mensualités sur le paiement des contributions d'entretien qu'elle doit verser régulièrement et que l'office spécialisé chargé du recouvrement des contributions d'entretien (art. 131 et 290 CC) sait dans quelle institution de prévoyance et/ou de libre passage la personne débitrice a ses avoirs de prévoyance, celui-ci peut annoncer cette personne à l'institution au moyen du présent formulaire (art. 40, al. 1, LPP; art. 24<sup>bis</sup>, al. 1, LFLP; art. 13 OAiR).

Aux termes de l'art. 40, al. 3, LPP, de l'art. 24<sup>bis</sup>, al. 3, LFLP et de l'art. 14, al. 1, OAiR, cette institution de prévoyance et/ou de libre passage annonce alors sans délai à l'office spécialisé qui a procédé à l'annonce l'arrivée à échéance des prétentions suivantes :

- a. le versement de la prestation en capital, lorsque le montant atteint 1000 francs au moins;
- b. le paiement en espèces au sens de l'art. 5 LFLP, lorsque le montant atteint 1000 francs au moins;
- c. le versement anticipé dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement au sens de l'art. 30c LPP et de l'art. 331e CO.

Elle annonce également à l'office spécialisé la mise en gage des avoirs de prévoyance du débiteur de l'entretien en vertu de l'art. 30b LPP ainsi que la réalisation du gage grevant ces avoirs (art. 40, al. 4, LPP; art. 24<sup>bis</sup>, al. 5, LFLP; art. 14, al. 2, OAiR).

Ces annonces sont notifiées au moyen du formulaire prévu à cet effet par envoi recommandé ou d'une autre manière, toujours contre accusé de réception (art. 13, al. 4, et art. 14, al. 3, OAiR).

I. Institution de prévoyance et/ou de libre passage

Adresse

II. Office spécialisé qui procède à l'annonce

Adresse  
N° de téléphone

L'office spécialisé soussigné est l'office désigné par le droit cantonal qui, sur demande, aide de manière adéquate le créancier de l'entretien à obtenir l'exécution des créances d'entretien (art. 131 et 290 CC).

Les dispositions (cantonales et/ou communales) réglant la compétence de cet office sont annexées au formulaire.

III. Personne débitrice de l'entretien

Nom

Prénom/s<sup>1</sup>

Date de naissance

Adresse

Employeur

N° AVS<sup>2</sup>

Lieu, date .....

Signature .....

Annexe:

- Dispositions cantonales et/ou communales réglant la compétence de l'office spécialisé

---

<sup>1</sup> Prière d'indiquer tous les prénoms officiels, si connus, de manière à garantir une meilleure identification de la personne débitrice de l'entretien.

<sup>2</sup> Voir l'art. 50e, al. 2, let. b, et al. 3, LAVS.

Ordonnance sur l'aide au recouvrement (OAiR) du ....

**Demande à la Centrale du deuxième pilier**  
**(art. 86a, al. 1, let. a<sup>bis</sup>, LPP, art. 13, al. 2, OAiR)**

Lorsque la personne débitrice de l'entretien est en retard d'au moins quatre mensualités sur le paiement des contributions d'entretien qu'elle doit verser régulièrement, l'office spécialisé chargé du recouvrement des contributions d'entretien (art. 131 et 290 CC) peut l'annoncer à l'institution de prévoyance et/ou de libre passage (art. 40, al. 1, LPP, art. 24<sup>bis</sup>, al. 1, LFLP, art. 13, al. 1, OAiR).

Si l'office spécialisé ne sait pas dans quelle institution de prévoyance et/ou de libre passage la personne débitrice a ses avoirs de prévoyance, il peut obtenir cette information de la Centrale du deuxième pilier au moyen du présent formulaire (art. 86a, al. 1, let. a<sup>bis</sup>, LPP, art. 13, al. 2, OAiR).

Cette demande est notifiée par envoi recommandé ou d'une autre manière, toujours contre accusé de réception (art. 13, al. 4, OAiR).

I. Centrale du deuxième pilier

Centrale du 2<sup>e</sup> pilier  
Fonds de garantie LPP  
Organe de direction  
Eigerplatz 2  
Case postale 1023  
3000 Berne 14

Tél.: +41 31 380 79 75  
Fax: +41 31 380 79 76  
Courriel: info@zentralstelle.ch

II. Office spécialisé qui introduit la demande

Adresse  
N° de téléphone

--	--

L'office spécialisé soussigné est l'office désigné par le droit cantonal qui, sur demande, aide de manière adéquate la personne créancière de l'entretien à obtenir l'exécution des créances d'entretien (art. 131 et 290 CC).

Les dispositions (cantonales et/ou communales) réglant la compétence de cet office sont annexées au présent formulaire.

III. Personne débitrice de l'entretien

Nom

Prénom/s<sup>1</sup>

Date de naissance

Adresse

Employeur

N° AVS<sup>2</sup>

Lieu, date .....

Signature .....

Annexe:

- Dispositions cantonales et/ou communales réglant la compétence de l'office spécialisé

---

<sup>1</sup> Prière d'indiquer tous les prénoms officiels, si connus, de manière à garantir une meilleure identification de la personne débitrice de l'entretien.

<sup>2</sup> Voir l'art. 50e, al. 2, let. b, et al. 3, LAVS

Ordonnance sur l'aide au recouvrement (OAiR) du ....

**Annonce de l'institution de prévoyance et/ou de libre passage à l'office désigné par le droit cantonal en matière d'aide au recouvrement (art. 40, al. 3 et 4, LPP, art. 24<sup>bis</sup>, al. 4 et 5, LFLP, art. 14 OAiR)**

L'institution de prévoyance et/ou de libre passage à laquelle la personne débitrice de l'entretien a été signalée par l'office spécialisé chargé du recouvrement des contributions d'entretien conformément aux art. 40, al. 1, LPP, 24<sup>bis</sup>, al. 1, LFLP et 13, al. 1, OAiR, est tenue d'annoncer sans délai à ce même office au moyen du présent formulaire l'arrivée à échéance des prétentions énumérées aux art 40, al. 3 et 4, LPP et 24<sup>bis</sup>, al. 4 et 5, LFLP (art. 14 OAiR).

Cette annonce sera notifiée par envoi recommandé ou d'une autre manière, toujours contre accusé de réception (art. 14, al. 3, OAiR).

I. Institution de prévoyance et/ou de libre passage

Adresse

II. Office spécialisé qui a procédé à l'annonce

Adresse  
N° de téléphone

III. Personne débitrice de l'entretien

Nom

Prénom/s<sup>1</sup>

Date de naissance

---

<sup>1</sup> Prière d'indiquer tous les prénoms officiels, si connus, de manière à garantir une meilleure identification du débiteur de l'entretien.



Adresse

Vu l'annonce effectuée par l'office spécialisé le (*date*) ....., (art. 40, al. 1, LPP, art. 24<sup>bis</sup>, al. 1, LFLP, art. 13, al. 1, OAiR), l'institution de prévoyance et/ou de libre passage indiquée ci-dessus communique par la présente que, en date du ....., la personne débitrice de l'entretien a formulé la demande suivante:

- versement de la prestation en capital pour un montant de .... francs;
- paiement en espèces au sens de l'art. 5 LFLP pour un montant de ..... francs;
- versement anticipé dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement au sens de l'art. 30c LPP et de l'art. 331e CO.

ou:

- mise en gage des avoirs de prévoyance en vertu de l'art. 30b LPP ainsi que réalisation du gage grevant ces avoirs pour un montant de ..... francs.

L'institution de prévoyance et/ou de libre passage peut procéder au versement **au plus tôt 30 jours** après notification de la présente annonce à l'office spécialisé (art. 40, al. 6, LPP, art. 24<sup>bis</sup>, al. 7, LFLP, art. 14, al. 4, OAiR). Le délai commence à courir le jour suivant la notification de la communication à l'office spécialisé.

Après l'expiration de ce délai, l'institution de prévoyance et/ou de libre passage n'est plus tenue de demander des précisions à l'office spécialisé

Lieu, date.....

Signature .....

Ordonnance sur l'aide au recouvrement (OAiR) du ....

**Révocation de l'annonce à l'institution de prévoyance et/ou de libre passage  
(art. 13, al. 3, OAiR)**

I. Office spécialisée qui révoque l'annonce

Adresse

En date du ....., l'office spécialisé soussigné a signalé la personne débitrice de l'entretien indiquée ci-dessous conformément aux art. 40, al. 1, LPP, 24<sup>bis</sup>, al. 1, LFLP et 13, al. 1, OAiR. Cette annonce est aujourd'hui révoquée au moyen du présent formulaire (art. 13, al. 3, OAiR).

La présente annonce est notifiée par envoi recommandé ou d'une autre manière, toujours contre accusé de réception (art. 13, al. 4, OAiR).

II. Personne débitrice de l'entretien

Nom

Prénom/s<sup>1</sup>

Date de naissance

Adresse

---

<sup>1</sup> Prière d'indiquer tous les prénoms officiels, si connus, de manière à garantir une meilleure identification de la personne débitrice de l'entretien.

N° AVS<sup>2</sup>

Lieu, date .....

Signature.....

---

<sup>2</sup> Voir l'art. 50e, al. 2, let. b, et al. 3, LAVS